

ANNEXE IV

CERTIFICAT CONCERNANT LES DÉCISIONS ORDONNANT LE RETOUR D'UN ENFANT DANS UN AUTRE ÉTAT MEMBRE EN APPLICATION DE LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1980 (1) ET TOUTE MESURE PROVISOIRE OU CONSERVATOIRE D'ACCOMPAGNEMENT PRISE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 27, PARAGRAPHE 5 DU RÈGLEMENT

[Article 36, paragraphe 1, point c), du règlement (UE) 2019/1111 du Conseil (2)]

IMPORTANT

Certificat devant être délivré, à la demande d'une partie, par la juridiction d'un État membre d'origine d'une décision ordonnant le retour notifiée à la Commission en vertu de l'article 103 du règlement, lorsque la décision ordonnant le retour doit être exécutée dans un autre État membre en raison d'un nouvel enlèvement de l'enfant (ou des enfants) après que le retour a été ordonné, ou lorsque la décision ordonnant le retour comporte une mesure provisoire ou conservatoire prise en vertu de l'article 27, paragraphe 5, du règlement afin de protéger l'enfant contre le risque grave visé à l'article 13, premier alinéa, point b), de la convention de La Haye de 1980.

1. ÉTAT MEMBRE D'ORIGINE DE LA DÉCISION ORDONNANT LE RETOUR DE L'ENFANT (OU DES ENFANTS)* (3)

Belgique

Bulgarie

République tchèque

Allemagne

Estonie

Irlande

Grèce

Espagne

France

Croatie

Italie

Chypre

Lettonie

Lituanie

Luxembourg

Hongrie

Malta

Pays-Bas

Autriche

Pologne

Portugal

Roumanie

Slovénie

Slovaquie

Finlande

Suède

Royaume-Uni

2. JURIDICTION DÉLIVRANT LE CERTIFICAT*

2.1. Nom*

2.2. Adresse*

2.3. Téléphone/Télécopie/Adresse électronique*

Téléphone

Télécopie

Adresse électronique

3. JURIDICTION QUI A RENDU LA DÉCISION (si différente)

3.1. Nom

3.2. Adresse

4. DÉCISION*

4.1. Date (jj/mm/aaaa)*

4.2. Numéro de référence*

5. ENFANT(S) (4) DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN RETOUR CONFORMÉMENT À LA DÉCISION*

5.1. Enfant 1*

5.1.1. Nom(s)*

5.1.2. Prénom(s)*

5.1.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)*

5.1.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

5.1.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

5.2. Enfant 2

5.2.1. Nom(s)

5.2.2. Prénom(s)

5.2.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

5.2.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

5.2.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

5.3. Enfant 3

5.3.1. Nom(s)

5.3.2. Prénom(s)

5.3.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

5.3.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

5.3.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

6. ÉTAT MEMBRE VERS LEQUEL LE RETOUR DE L'ENFANT (OU DES ENFANTS) DEVRAIT ÊTRE EFFECTUÉ CONFORMÉMENT À

LA DÉCISION*

Autriche
Belgique
Bulgarie
Chypre
République tchèque
Allemagne
Estonie
Grèce
Espagne
Finlande
France
Croatie
Hongrie
Irlande
Italie
Lituanie
Luxembourg
Lettonie
Malta
Pays-Bas
Pologne
Portugal
Roumanie
Slovénie
Slovaquie
Suède
Royaume-Uni

7. SI, ET DANS LA MESURE OÙ, LA DÉCISION LE PRÉVOIT, L'ENFANT (OU LES ENFANTS) DOI(VEN)T ÊTRE REMIS À (5)

7.1. Partie 1

7.1.1. Personne physique

7.1.1.1. Nom(s)

7.1.1.2. Prénom(s)

7.1.1.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

7.1.1.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

7.1.1.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

7.1.1.6. Adresse (si cette donnée est disponible)

7.1.1.6.1. telle qu'elle est indiquée dans la décision ...

7.1.1.6.2. toute information complémentaire (concernant par exemple une autre adresse actuelle) ...

7.1.2. Personne morale, institution ou autre organisme

7.1.2.1. Nom complet

7.1.2.2. Numéro d'identification (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

7.1.2.3. Adresse (si cette donnée est disponible)

7.2. Partie 2

7.2.1. Personne physique

7.2.1.1. Nom(s)

7.2.1.2. Prénom(s)

7.2.1.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

7.2.1.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

7.2.1.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

7.2.1.6. Adresse (si cette donnée est disponible)

7.2.1.6.1. telle qu'elle est indiquée dans la décision ...

7.2.1.6.2. toute information complémentaire (concernant par exemple une autre adresse actuelle) ...

7.2.2. Personne morale, institution ou autre organisme

7.2.2.1. Nom complet

7.2.2.2. Numéro d'identification (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

7.2.2.3. Adresse (si cette donnée est disponible)

8. MODALITÉS PRATIQUES DU RETOUR (SI, ET DANS LA MESURE OÙ, LA DÉCISION LES PRÉVOIT) (6)

9. LA DÉCISION COMPORTE UNE (OU DES) MESURE(S) PROVISOIRE(S) OU CONSERVATOIRE(S) PRISE(S) EN VERTU DE L'ARTICLE 27, PARAGRAPHE 5, DU RÈGLEMENT AFIN DE PROTÉGER L'ENFANT CONTRE LE RISQUE GRAVE VISÉ À L'ARTICLE 13, PREMIER ALINÉA, POINT B), DE LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1980*

9.1. Non

9.2. Oui

9.2.1. Description de la (ou des) mesure(s) ordonnée(s) (7)

10. PARTIE (8) CONTRE LAQUELLE L'EXÉCUTION EST DEMANDÉE*

10.1. Nom(s)*

10.2. Prénom(s)*

10.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)*

10.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

10.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

10.6. Adresse (si cette donnée est disponible)

10.6.1. telle qu'elle est indiquée dans la décision ...

10.6.2. toute information complémentaire (concernant par exemple une autre adresse actuelle) ...

11. LA DÉCISION EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS EN VERTU DE LA LOI DE L'ÉTAT MEMBRE D'ORIGINE*

11.1. Non

11.2. Oui

12. LA DÉCISION EST EXÉCUTOIRE DANS L'ÉTAT MEMBRE D'ORIGINE*

12.1. Non

12.2. Oui, sans aucune restriction [veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle la décision est devenue exécutoire]: .../.../.....

12.3. Oui, mais seulement contre la partie (9) mentionnée au point ... (veuillez compléter)

12.3.1. Veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle la décision est devenue exécutoire contre cette partie: .../.../.....

13. À LA DATE DE LA DÉLIVRANCE DU PRÉSENT CERTIFICAT, LA DÉCISION A ÉTÉ NOTIFIÉE OU SIGNIFIÉE À LA (OU AUX) PARTIE(S) (10) CONTRE LAQUELLE (OU LESQUELLES) L'EXÉCUTION EST DEMANDÉE, MENTIONNÉE(S) AU POINT 10*

13.1. Non

13.2. Situation inconnue de la juridiction

13.3. Oui

13.3.1. Date de signification ou de notification (jj/mm/aaaa)

13.3.2. La décision a été signifiée ou notifiée dans la (ou les) langue(s) suivante(s): BG ES CS DE ET EL EN FR GA HR IT LV LT HU MT NL PL PT RO SK SL FI SV

BG

ES

CS

DE

ET

EL

EN

FR

GA

HR

IT

LV

LT

HU

MT

NL

PL

PT

RO

SK

SL

FI

SV

14. LA DÉCISION A ÉTÉ RENDUE PAR DÉFAUT*

14.1. Non

14.2. Oui

14.2.1. Partie défaillante mentionnée au point ... (veuillez compléter)

14.2.2. L'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été signifié ou notifié à cette partie.

14.2.2.1. Non

14.2.2.2. Situation inconnue de la juridiction

14.2.2.3. Oui

14.2.2.3.1. Date de signification ou de notification (jj/mm/aaaa)

15. L'ENFANT (OU LES ENFANTS) (11) MENTIONNÉ(S) AU POINT 5 ÉTAI(EN)T CAPABLE(S) DE DISCERNEMENT*

15.1. Enfant mentionné au point 5.1.

15.1.1. Oui (dans ce cas, veuillez compléter le point 16)

15.1.2. Non

15.2. Enfant mentionné au point 5.2.

15.2.1. Oui (dans ce cas, veuillez compléter le point 16)

15.2.2. Non

15.3. Enfant mentionné au point 5.3.

15.3.1. Oui (dans ce cas, veuillez compléter le point 16)

15.3.2. Non

16. L'ENFANT (OU LES ENFANTS) (12) CAPABLE(S) DE DISCERNEMENT MENTIONNÉ(S) AU POINT 15 S'EST (OU SE SONT) VU DONNER UNE POSSIBILITÉ RÉELLE ET EFFECTIVE D'EXPRIMER SON OPINION (OU LEUR OPINION) CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

16.1. Enfant mentionné au point 5.1

16.1.1. Oui

16.1.2. Non, pour les motifs suivants: ...
pour les motifs suivants:

16.2. Enfant mentionné au point 5.2

16.2.1. Oui

16.2.2. Non, pour les motifs suivants: ...
pour les motifs suivants:

16.3. Enfant mentionné au point 5.3

16.3.1. Oui

16.3.2. Non, pour les motifs suivants: ...
pour les motifs suivants:

17. NOM DE LA PARTIE (OU DES PARTIES) (13) AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE ASSISTANCE JUDICIAIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 74, PARAGRAPHE 1, DU RÈGLEMENT

17.1. Partie(s)

17.1.1. mentionnée au point ... (veuillez compléter)

17.1.2. mentionnée au point ... (veuillez compléter)

18. FRAIS ET DÉPENS DE LA PROCÉDURE (14)

18.1. La décision prévoit que (15) ... [nom(s)] ... [prénom(s)] doit payer à ... [nom(s)] ... [prénom(s)] la somme de ... euros (EUR) levs bulgares (BGN) kunas croates (HRK) couronnes tchèques (CZK) forints hongrois (HUF) zlotys polonais (PLN) livres sterling (GBP) leus roumains (RON) couronnes suédoises (SEK) autre [préciser (code ISO)]:

Nom(s)

Prénom(s)

doit payer à

Nom(s)

Prénom(s)

la somme de

euro (EUR)

lev bulgare (BGN)

kuna croate (HRK)

couronne tchèque (CZK)

forint hongrois (HUF)

zloty polonais (PLN)

livre sterling (GBP)

leu roumain (RON)

couronne suédoise (SEK)

Autre [préciser (code ISO)]

18.2. Toute information complémentaire sur les frais et dépens susceptible d'être utile (par exemple le montant ou le pourcentage fixé; les intérêts fixés; les dépens partagés; si plusieurs parties ont été condamnées aux dépens, le fait que le montant puisse ou non être recouvré dans son intégralité auprès de l'une d'entre elles): ...

Si des pages supplémentaires ont été ajoutées, veuillez indiquer leur nombre: ...

Fait à

Signature et/ou cachet

-
- (1) Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (ci-après dénommée «convention de La Haye de 1980»).
 - (2) Règlement (UE) 2019/1111 du Conseil du 25 juin 2019 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (JO L 178 du 2.7.2019, p. 1) (ci-après dénommé «règlement»).
 - (3) Les champs marqués d'un astérisque (*) sont obligatoires.
 - (4) Si plus de trois enfants sont concernés, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (5) Si plus de deux parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (6) Veuillez recopier la partie pertinente de la décision.
 - (7) Veuillez recopier la partie pertinente de la décision.
 - (8) Si plusieurs parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (9) Si plusieurs parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (10) Si plusieurs parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (11) Si plus de trois enfants sont concernés, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (12) Si plus de trois enfants sont concernés, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (13) Si plus de deux parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (14) Ce point couvre également les situations dans lesquelles les frais et dépens font l'objet d'une décision distincte. Le simple fait que le montant des frais et dépens n'ait pas encore été fixé ne devrait pas empêcher la juridiction de délivrer le certificat si une partie décide de demander la reconnaissance ou l'exécution de la partie de la décision relative au fond.
 - (15) Si plusieurs parties ont été condamnées aux dépens, veuillez joindre une feuille supplémentaire.